
Renvoi au comité d'agriculture de la pétition du citoyen Larbaud père, de Creuzier-le-Vieux, qui souhaite l'arrachage des vignes, en annexe de la séance du 11 germinal an II (31 mars 1794)

Citer ce document / Cite this document :

Renvoi au comité d'agriculture de la pétition du citoyen Larbaud père, de Creuzier-le-Vieux, qui souhaite l'arrachage des vignes, en annexe de la séance du 11 germinal an II (31 mars 1794). In: Tome LXXXVII - Du 1er au 12 germinal An II (21 mars au 1er avril 1794) pp. 656-657;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1968_num_87_1_21030_t1_0656_0000_5

Fichier pdf généré le 23/01/2023

cultes et vante les principes de Hébert et de Chaumette. Fabre donna aussi dans l'intrigue religieuse ; il provoqua une mention honorable des premiers actes qui furent faits à ce sujet, et s'élevait contre ce système, en parlant aux patriotes.

12 (1) Tous se rendaient coupables de tous ces crimes à la fois.

FRAGMENT DE SAINT-JUST (2)

Les amis de Brissot disaient qu'il était un enfant, qu'il était inconséquent.

Les amis de Danton disaient de lui qu'il était insouciant, que son tempérament était contraire à la haine et à l'ambition.

Danton disait de Fabre que sa tête était un imbroglio, un répertoire de comédie ; il le représentait comme ridicule pour qu'il ne passât pas pour conjuré.

Danton parlait de chasse, de bain, de plaisir à ceux dont il craignait l'œil.

Hérault était grave au sein de la Convention ; il était bouffon en particulier.

Fabre dénonça Ronsin et Vincent. Danton les défendit ; il défend tout le monde.

b

AUTRE FRAGMENT (3)

Le 8 mars, Danton vouloit faire partir Paris, en laissant Dumourier à la tête de l'armée, moïen sûr de livrer Paris à la faction de Dumourier, sans arrêter les ennemis avec lesquels il s'entendoit et surtout sans étouffer la trahison ; mesure qui fut accueillie facilement des Brisotins.

Le même jour, Danton, à la mairie, proposa une insurrection, moïen sûr de fournir à Dumourier le prétexte qu'il cherchoit de marcher contre Paris comme le défenseur de la Convention contre ce qu'il appelloit des anarchistes et des brigands.

Cette espèce d'insurrection eut lieu en effet le 10 mars telle qu'elle convenoit à la faction de Dumourier. Ce fut Desfieux qui en donna le signal aux jacobins, qu'il s'efforça de précipiter dans une démarche inconsidérée. Un attroupeement préparé entra dans cette société, se porta aux Cordeliers, de là au Conseil de la Commune pour demander qu'elle se mit à la tête de l'insurrection. Le maire et les membres du Conseil s'y opposèrent avec fermeté. Ce jour-là même, on vit Fabre s'agiter, courir de tout côté pour exciter ce mouvement, un député lui demandant dans les corridors de la Convention quelle étoit la situation de Paris, Fabre lui répartit : « Le mou-

vement est arrêté, il a été aussi loin qu'il le falloit ». En effet, le but de la faction de Dumourier étoit rempli. On lui avoit fourni le prétexte qu'il cherchoit de motiver sa rébellion par les mouvemens de Paris, et il en fit la base des manifestes séditieux qu'il publia peu de temps après contre la Montagne et des adresses insolentes qu'il envoioit à la Convention.

Ainsi Desfieux étoit d'accord parfaitement avec la faction girondine, à laquelle il feignoit de faire une guerre terrible à la tribune des jacobins. C'est ce même Défieux qui, tout en déclamant contre Brissot, reçut de Lebrun, ami et complice de Brissot, une somme de 3.000 livres pour envoyer des courriers chargés de répandre dans le Midi les adresses véhémentes où les députés girondins étoient maltraités, mais dont le stile étoit fait pour justifier les calomnies et la révolte projetée des fédéralistes ; qui fit arrêter ces courriers précisément à Bordeaux d'où elles furent envoyées à la Convention nationale pour servir de texte aux déclamations criminelles des Gensonné et des Vergniaux contre Paris, contre la Montagne et contre les jacobins. Ce fut ce même Défieux qui, après avoir si lontems fait retentir les tribunes populaires des crimes de la faction girondine, déposa en leur faveur au tribunal révolutionnaire. Fabre, dans cette journée du 8 mars, agissoit comme Défieux, et cependant il se déclaroit l'ennemi de Défieux. Il se déclaroit l'ennemi de la Gironde, il a dénoncé Défieux et les Girondins ; il a dénoncé Proli ; des mandats d'arrêt étoient lancés contre Proli, et il déjeûnoit et dînoit avec Proli ; et, afin qu'on ne put en induire aucune conséquence contre lui, il prenoit la précaution d'en venir faire sa déclaration au Comité de Sûreté générale, comme il fit sa déclaration au même Comité des 100.000 livres que Chabot avoit reçues pour lui, lorsqu'il eut appris l'arrestation de Chabot.

C'est ainsi que se dévoile le jeu perfide des factieux qui semblent se combattre lorsqu'ils sont d'accord pour enfermer les patriotes de bonne foi entre deux armées. La faction de Dumourier et de d'Orléans étoit destinées à fournir l'exemple le plus frappant de cette politique artificieuse.

Fabre a dit que la France devoit être démembrée en quatre portions. C'étoit encore le système girondin. Il étoit d'accord avec les girondins, il l'étoit encore avec Hébert sur les résultats : la dissolution de la Convention, la ruine du gouvernement républicain, l'impunité des traîtres, la perte des patriotes, la ruine de la liberté ; toutes les factions tendant nécessairement à ce dernier but doivent s'accorder en effet dans les résultats, et soit que leurs chefs agissent [en] intelligence, soit qu'ils soient divisés, ils doivent tomber également sous le glaive de la loi, qui ne doit voir que les effets et la patrie.

II

[Le cⁿ Larbaud père, au présid. de la Conv. ; Creuzier-le-Vieux, s.d.] (1).

« Citoyen président,

Vous cherchez à procurer l'abondance des blés. La République est dans la grande disette ; il n'y

(1) F^{no} 285, doss. 1793-an II.

(1) « On ne trouve dans les feuilles du manuscrit aucun renvoi auquel ces chiffres se rapportent. » (France).

(2) Il s'agirait là, selon A. Mathiez (*Notes... citées*, p. 437) « de tout ce qui subsiste du premier rapport de Saint-Just ».

(3) Extrait du *Catalogue d'autographes de la collection Morrisson*, t. V. p. 282-83, reproduit par A. Mathiez dans *Notes citées*, p. 460-64. Selon lui, il terminerait les Notes de Robespierre telles qu'il les a reconstituées.

a pas d'autre remède : qu'un sage de vos décrets oblige tous les citoyens qui ont planté des vignes depuis 25 ou 30 ans dans les terres à froment, chenevières et prés, soient tenus de les arracher pour estre remises en blés comme cy-devant. Dans sept ou huit paroisses du district de Cusset où je demeure, les propriétaires ont [...?...] presque tous les domaines pour mettre en vignes. Excusez, si je prends la liberté de vous écrire, c'est le zèle qui m'y engage. J'ai 73 ans, onze enfants de mariés, six petits fils aux armées et trois neveux, et deux hommes que j'ai payé et leur donne un peu de haute paye. Je suis connu du citoyen Forestier, votre collègue. Je suis, avec grande considération, le vrai bon patriote ».

J. LARBAUD père.

Renvoyé au comité d'agriculture par celui des pétitions (1).

III

[Le cⁿ Fabre père, à la Conv. ; Montpellier, 3 germ. II] (2).

« Citoyens,

Le père de Fabre, représentant du peuple mort à la tête de l'armée des Pyrénées-Orientales cherche à ranimer ses forces déjà très affaiblies par l'âge, et presque éteintes par la douleur, pour vous peindre sa triste situation.

Sa vieillesse et ses infirmités, augmentées par ses malheurs ont arrêté les pas qu'il vouloit faire pour venir réclamer votre justice. Il verse des larmes sur la mort d'un fils qui a péri victime de la plus infâme trahison, et il gémit sur le sort de son gendre, victime de la calomnie la plus injuste et la plus soutenue. Ainsi, privé des seules consolations qu'il avoit, il ne lui reste que la triste impression de la perte de son fils et de l'existence malheureuse de son gendre et de l'épouse de ce dernier, fille unique du citoyen Fabre. Son âme déchirée se partage entre ces objets de sa tendresse paternelle, et cherche en vain dans les secours que la nature lui a laissés le soulagement des maux que la nature lui fait éprouver. Mais s'il ne peut se présenter lui-même devant vous ; si la distance qui l'en sépare ne permet pas que vous soyez témoins de son désespoir et de la désolation de sa famille, vous daignerez accueillir les justes réclamations qu'il vous adresse.

L'exposé que je joins à cette pétition vous fera connoître mon gendre ; daignez en peser toutes les circonstances, et vous verrez que je n'ai pas à demander grâce. Malgré mes malheurs qui, peut-être me donneroient des droits à la bienfaisance nationale, malgré mon âge de 73 ans, malgré la faiblesse de ma santé, j'ai encore assez d'énergie, et mes principes sont trop purs pour que je veuille invoquer d'autres titres que ceux que la justice peut admettre. Mais si mon gendre, injustement poursuivi par la calomnie, doit reprendre la jouissance de tous ses droits, n'ai-je pas celui de réclamer la justice la plus prompte pour que la liberté lui soit rendue ?

(1) Mention marginale, datée du 11 germ. et signée Cordier.

(2) F^r 4561 (Hérault), doss. Coulomb.

Citoyens, tous les moments que je passe privé de mon gendre et de ma fille qui l'a suivi dans le malheur, renouvellent avec plus d'amertume les douleurs que me cause la mort de mon fils. Eux seuls pouvoient les adoucir et essuyer mes larmes. Une main bienfaisante me les avoit rendus. Après une persécution de onze mois, après deux arrestations qui se sont succédées dans cet espace de temps ; tandis que mon gendre n'avoit d'autre existence que dans le sein de ma famille, d'autres habitudes que les miennes, d'autres soins que ceux que sa mauvaise santé lui permettait de donner à la République en remplissant exactement ses devoirs de citoyen, et en cherchant à se rendre utile à ses frères ; une troisième fois, il a été arraché de mes bras ; et dans quel moment ? lorsque je recevais de ma fille les consolations que sa tendresse rendait si nécessaire ; lorsque mon gendre remplissait le plus sacré, le plus civique des devoirs, en m'aidant de tous ses moyens pour asseoir l'existence de deux jeunes enfants que mon fils a laissés, dont le plus âgé a quatre années.

Citoyens, ces deux enfants de la patrie vous tendent les bras. Si vous ne leur rendez leur second père, il ne restera que mes larmes et mon impuissance, il ne leur restera que le souvenir et le désespoir de leur malheur. La loi du 8 ventôse vous donne le droit de me rendre justice. Je vous la demande avec la sécurité d'un homme libre, avec toutes les étreintes du malheur ».

FABRE.

Renvoyé au Comité de sûreté générale par celui des pétitions (1).

IV

[La Sté popul. « des Jacobins de Sète, Amis de la Constitution de 1793 », à la Conv. ; Sète, 16 vent. II] (2).

« Représentants.

La Société populaire de Sète vient d'apprendre avec indignation qu'un arrêté de Boisset destitue Goudard, maire, et Dussol, agent national de notre commune, et qu'il les retient l'un et l'autre à la place de notables. Nous ne connaissons aucun motif qui ait pu déterminer le représentant Boisset à destituer nos deux concitoyens ; nous les avons, au contraire, toujours connus pour des patriotes ardents et éclairés, bien en état de remplir les fonctions dont ils étaient chargés ; ils n'ont jamais cessé de mériter l'estime et la confiance publique. Nous ne pouvons donc pas concevoir ce qui peut avoir nécessité leur destitution, ni l'intention de ce représentant en les conservant à la place de notables, puisque s'ils étaient coupables, ils ne devraient en occuper aucune. Nous présumons, avec raison, que cette nouvelle démarche de sa part est une suite des inconséquences que lui ont fait commettre les intrigants dont il s'était entouré, qui ne cessent de nous persécuter parce que nous avons le courage de dé-

(1) Mention marginale, datée du 11 germ. et signée Danjou.

(2) F^r 3678^e (Hérault).